Yves charles ZARKA, dir., *Faut-il réviser la loi de 1905 ?
La séparation entre religions et État en question*

Paris, Presses universitaires de France, coll. Intervention philosophique,
2005, 207 p.

Alexandre Marius Déès de Sterio

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5778>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5778

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 456-457

ISBN : 978-2-86480-868-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Alexandre Marius Déès de Sterio, « Yves charles ZARKA, dir., *Faut-il réviser la loi de 1905 ? La séparation entre religions et État en question* », *Questions de communication* [En ligne], 8 | 2005, mis en ligne le 24 mai 2012, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5778> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5778>

Ce document a été généré automatiquement le 8 avril 2021.

Tous droits réservés

Yves Charles ZARKA, dir., *Faut-il réviser la loi de 1905 ? La séparation entre religions et État en question*

Paris, Presses universitaires de France, coll. Intervention philosophique, 2005, 207 p.

Alexandre Marius Déès de Sterio

RÉFÉRENCE

Yves Charles ZARKA, dir., *Faut-il réviser la loi de 1905 ? La séparation entre religions et État en question*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Intervention philosophique, 2005, 207 p.

- 1 « C'est l'avenir de la République qui est en jeu. Il s'agit donc, pour nous, d'éclairer le citoyen tout aussi bien que le législateur concernant les raisons et les effets d'une révision » (p. 3). Telle est la conclusion de l'introduction d'Yves Charles Zarka en débat avec cinq autres contributeurs, Jean Baubérot, Christian Delacampagne, Henri Pena-Ruiz, René Rémond et Jean-Paul Scot. S'il paraît évident que la philosophie a quelque chose à dire et qu'elle doit intervenir dans un débat public très médiatisé, elle le fait, ici, de façon didactique, fournissant au lecteur intéressé par cette question franco-française, un manuel nourri de réflexions et d'arguments contradictoires, mais éclairants. Cet ouvrage s'échafaude de façon, on ne peut plus classique : un historique de la genèse de la loi de 1905 (J.-P. Scot) avec le texte de la loi du 9 décembre 1905 en annexe, des textes favorables à la révision (Chr. Delacampagne ; R. Rémond), d'autres plutôt opposés (J. Baubérot ; H. Pena-Ruiz), et enfin une conclusion qui ne donne pas de réelles réponses (Y. Ch. Zarka), puisqu'elle aboutit à ce constat : « Il doit y avoir une subordination des valeurs culturelles et historiques qui sont celles d'un culte particulier aux principes universels de la dignité de l'homme et des droits fondamentaux [ce qui aurait] pour conséquence une spiritualisation de l'islam » (pp. 172-173) en particulier.

Dès lors, les religions mises en accord avec l'idée de laïcité impliqueraient « une réforme et [une autre] spiritualisation de [ces dernières] qui passeraient [...] du statut d'héritage, d'appartenance ou de tradition à celui de communauté de liberté, où le lien repose sur une adhésion libre et choisie » (p. 174). Il est dommage que cette conclusion, en faveur d'une « laïcité pluraliste », ne réponde pas à la question de base : « Faut-il réviser la loi de 1905 ? ».

- 2 Par ailleurs, le texte concernant la genèse de la loi de 1905 de l'historien Jean-Paul Scot est un modèle du genre parce qu'équilibré et fourmillant de détails sociologiques, philosophiques et historiques, qui permettent de mieux saisir et le contexte politique et l'environnement philosophique de la « loi laïque de pacification et d'unité » (p. 56). Lorsque René Rémond plaide pour la révision de cette loi, il met en doute le principe et « la pertinence de cette notion d'intangibilité [et] la validité de son application à une catégorie de textes définis par leur objet : la laïcité » (pp. 61-62). Il signale également une autre raison qui a contribué aux « grands changements survenus en un siècle dans le paysage religieux de la France et les rapports entre la religion et la société tant civile que politique » (p. 63). Et il donne son point de vue en faveur de la révision de cette loi, arguant du fait que les religions usent des moyens d'information et de communication. En effet, en précisant que les progrès de la technologie ont fait apparaître de nouveaux médias (radio d'abord, télévision ensuite) qui, parfois, peuvent devenir monopole de l'État, il pose la question de savoir « quel [est le] principe [qui] doit l'emporter : de la liberté d'expression [permettant] à tous d'accéder à leur usage ou de la laïcité qui fait obligation à l'État d'ignorer les cultes et plus encore de leur concéder des droits ? » (p. 69). Pourtant, à le lire, on est quelque peu surpris, car le temps de l'ORTF (Office de radiodiffusion télévision française) est bien passé : il y a les radios libres, locales et communautaires, les antennes paraboliques permettant à qui le désire, de capter les chaînes de télévision les plus spécialisées... Enfin, son dernier argument consisterait en une opposition entre l'article 1^{er} (« La République garantit le libre exercice du culte ») et l'article 2 (« interdiction à la République de subventionner un culte »). Christian Delacampagne argumente plutôt en laïque rigoureux et adapte la loi de 1905 à la réalité contemporaine, prenant en compte l'avènement de l'islam en France et son importance numérique, supérieure aux cultes des protestants et des juifs. L'islam, écrit-il, est « une religion différente » (p. 82 *et sq.*) liée au monde arabophone, sans structure ni hiérarchie centralisée, sans séparation du politique et du religieux. Il analyse les oppositions – et religieuses et traditionnelles – islamiques au concept de la loi de 1905, et plaide pour « placer l'islam, par rapport à l'État, sur un véritable pied d'égalité avec le judaïsme et le christianisme, de manière à permettre une plus grande intégration des musulmans à l'intérieur de la société française » (p. 102).
- 3 Quant à Jean Baubérot, défenseur du maintien de la loi en l'état, il affirme qu'elle est plus qu'une loi, titre de sa contribution. Et même s'il en dénonce les contradictions, notamment autour de l'article 4 (« transfert des biens meubles et immeubles à des associations culturelles légalement formées »), s'il en rappelle l'origine anglo-saxonne – sans référence historique pourtant précise – il constate que cette loi a créé, *de facto*, un « pacte laïque » (p. 124 *et sq.*) auquel il vaut mieux ne pas toucher en attendant d'en construire un nouveau. Henri Pena-Ruiz, qui défend la même position, commence sa contribution par une salve de questions rhétoriques, rappelant les acquis sociétaux et politiques de cette loi, avec les risques encourus si elle n'était pas maintenue : « Voulons-nous réintroduire la guerre des dieux dans les sociétés ? Voulons-nous

rétablir un régime discriminatoire qui accorde des privilèges à ceux qui croient au ciel au détriment de ceux qui n'y croient pas ? [...]. Croyons-nous vraiment faire le pari de la tolérance et de la liberté en enfonçant les hommes dans leur "différence" ? Croyons-nous donner ses chances à l'intégration en ne cessant d'exalter des identités exclusives, fondées sur des religions de plus en plus assoiffées de puissance temporelle ? » (p. 133). Par le biais d'une analyse déductive sérieuse, l'auteur poursuit sa démonstration et explique l'importance républicaine pacificatrice de ce texte. Il le compare notamment aux concordats passés avec les tenants du pouvoir fasciste ou impérialiste. Il rappelle aussi les dispositions machistes et belliqueuses des religions envers celles qui sont « concurrentes » et s'interdit le subterfuge des soi-disant « droits culturels » des minorités religieuses, ne servant, en fin de compte, qu'à refuser l'exercice des droits de l'homme à des citoyens membres d'une communauté religieuse. Et de conclure que « la laïcité n'assure aucune domination ethnocentrique d'une civilisation sur une autre. Elle relève d'un effort de mise à distance des traditions, quelles qu'elles soient, et les soumet à une approche critique mue par la seule exigence de justice, impliquant liberté et égalité de tous » (pp. 145-146). Voilà pourquoi « la loi de séparation laïque reste d'une vive actualité » (p. 154) et semble ré-ouvrir perpétuellement le débat.

- 4 Aborder le thème de la laïcité n'est pas chose aisée. L'ouvrage y parvient pourtant, en proposant des thèses et interprétations qui, parce qu'elles sont diverses, amènent, peu à peu, le lecteur, à l'élaboration de sa propre argumentation et à trancher. Et s'il s'adresse à un lecteur averti, il lui fournit un éclairage judicieux qui l'aide à approfondir sa pensée.

AUTEURS

ALEXANDRE MARIUS DÉES DE STERIO

CREM, université Paul Verlaine-Metz

alexandre.dees-de-sterio@ci.educ.lu